

DÉCISION DU PRÉSIDENT

N°09-2023

Action sociale

Convention de mise à
disposition de locaux à
titre gracieux au bénéfice
de l'Association du
Secours Populaire

Le Président de la Communauté de communes Roumois Seine ;

Exposé des motifs :

La Collectivité souhaite mettre à disposition de l'association du Secours Populaire les deux locaux 185A et 185D situés sur la zone d'activités de Thuit Anger – Village d'artisans – Voie Romaine Le Thuit de l'Oison et comprenant :

- Pour le local 185 A : un espace de stockage avec porte d'accès poids lourd, le tout d'une superficie de 200m² ;
- Pour le local 185 D : un espace bureau, une mezzanine, un espace sanitaire, un espace de stockage avec porte d'accès poids lourd, le tout d'une surface de 70m².

Les locaux seront utilisés par l'association à son usage exclusif et pour la réalisation de son objet social.

La convention de mise à disposition des locaux est consentie à titre gracieux au profit de l'association par la Communauté de communes pendant une durée de deux années à compter du 30 mars 2023, renouvelable par tacite reconduction tous les deux ans.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté inter préfectoral DRCL/BCLI/2016-88 du 16 septembre 2016 portant création de la Communauté de communes Roumois Seine, modifié ;

Vu l'arrêté inter préfectoral DCL/BCLI/2021-24 du 24 juin 2021 portant modification des statuts de la Communauté de communes Roumois Seine ;

Vu les délibérations N° CC/DG/35-2020 et CC/DG/35-BIS-2020, portant élection du président de la Communauté de communes Roumois Seine ;

Vu la délibération N°CC/DG/109-2022 du 26 septembre 2022 relative à la délégation de pouvoir du Conseil communautaire vers le Président ;

Vu la délibération N°CC/DG/151-2022 du 03 novembre 2022 relative à la modification de la définition de l'intérêt communautaire de la compétence « action sociale d'intérêt communautaire » ;

Considérant la nécessité de mettre à disposition de l'Association du Secours Populaire des locaux pour assurer la poursuite de ses missions sur l'ensemble du territoire de la Communauté de communes Roumois Seine ;

Considérant le projet de convention ci-annexé ;

DÉCIDE

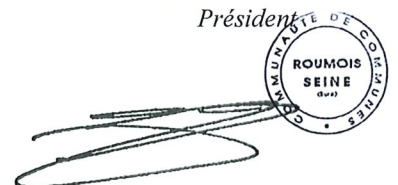
➤ **DE SIGNER** la convention de mise à disposition de locaux à titre gracieux avec l'Association du Secours Populaire, représentée par son président en exercice, Monsieur Thierry LEMARCHAND, pour une durée de deux années à compter du 30 mars 2023, renouvelable tous les deux ans par tacite reconduction.

Fait le 24 mars 2023

A Bourg-Achard

Vincent MARTIN

Président



Le présent acte, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet :

- d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Acces-et-coordonnees>).

Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L.521-1 du CJA) ;

- ou d'un recours gracieux et/ ou demande préalable auprès des services de la Communauté de Communes Roumois Seine. Ce recours gracieux et/ou demande préalable donnera lieu à un examen par les services de la Communauté de Communes Roumois Seine. L'interlocuteur sera Monsieur le Directeur des Affaires juridiques de la Communauté de communes Roumois Seine, 666 rue Adolphe Coquelin, 27310 Bourg-Achard

Si le recours gracieux ou la demande préalable donne lieu à une décision explicite avant l'expiration d'un délai de deux mois, ladite décision pourra être attaquée dans un délai de deux mois sur le fondement d'un recours pour excès de pouvoir, à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Acces-et-coordonnees>). Ce recours pourra être assorti le cas échéant d'un référé suspension (article L.521-1 du CJA).

Si le recours gracieux ou la demande préalable ne donne pas lieu à une réponse, une décision implicite de rejet de celle-ci en résultera au terme d'un délai de deux mois à compter de la présente, et ladite décision pourra être attaquée dans un délai de deux mois sur le fondement d'un recours pour excès de pouvoir, à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Acces-et-coordonnees>). Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L. 521-1 du CJA).

Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du CJA, sauf les requérants qui usent de la faculté prévue par les lois spéciales de déposer leurs requêtes auprès des services du représentant de l'Etat ou de son délégué dans les arrondissements, les subdivisions ou les circonscriptions administratives, les personnes qui demeurent en Guadeloupe, Guyane, à la Martinique, à la Réunion, à Saint Barthélemy, à Saint-Martin, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les Iles Wallis-et-Futuna, en Nouvelle Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises et les personnes qui demeurent à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal administratif de Rouen.